

**L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics):** Monsieur l'Orateur, le député veut savoir si le premier ministre m'a demandé si je m'étais rendu coupable d'un acte répréhensible ou si ma conduite avait été régulière. J'ai répondu qu'à mon avis je n'avais rien fait d'illégal, mais que ce que j'avais fait n'était pas régulier et que, par conséquent, je donnais ma démission.

LA DÉMISSION DE M. OUELLET ET LES DÉMARCHES  
ENTREPRISES EN SA FAVEUR—DEMANDE D'EXPLICATIONS

**M. Lincoln M. Alexander (Hamilton-Ouest):** Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au premier ministre. Il est à croire qu'il s'est entretenu de toute cette affaire avec l'ancien ministre de la Consommation et des Corporations et particulièrement de la démission du ministre des Travaux publics. Lui a-t-il, en fait, demandé s'il pensait avoir commis quelque chose d'illégal et d'irrégulier et, dans l'affirmative, qu'a-t-il répondu?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'ai déjà répondu à cette question.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

LES PÉNITENCIERS

SAINT-JEAN—LES PROPOS DU MINISTRE AU SUJET D'UN  
NOUVEL ÉTABLISSEMENT ET DE L'APPROBATION DE LA  
POLICE LOCALE

**M. Mike Landers (Saint-Jean-Lancaster):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au solliciteur général. Voudrait-il clarifier une déclaration que le numéro du 13 mars 1976 du *Telegraph Journal* de Saint-Jean lui attribue et selon laquelle il aurait dit que:

Le service de police et d'autres groupes qui avaient examiné cette idée...

Il s'agit de construire une prison dans les limites de la ville de Saint-Jean.

... s'étaient prononcés en faveur de cet endroit.

Le solliciteur général aurait fait cette déclaration à Fredericton, au Nouveau Brunswick.

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Le rapport dit vrai. J'ai déclaré que le chef de police souscrivait à l'idée de construire la prison dans la ville en question. Mais on sait également que l'association des policiers s'est élevée contre ce projet. Ainsi, une partie de la population est en faveur et l'autre contre.

\* \* \*

LA COMMISSION DE LUTTE CONTRE L'INFLATION

DEMANDE D'ACCÉLÉRATION DU PROCESSUS D'ÉTUDE DES  
DEMANDES

**M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Comme la Commission de lutte contre l'inflation n'avait rendu jusqu'à hier que 93 décisions, qu'il y a maintenant un arriéré d'environ 1,000 cas et que le président de la Commission a promis dès le début du programme de rendre les décisions

Questions orales

dans les 30 jours, le premier ministre peut-il dire à la Chambre et aux travailleurs quelle procédure le gouvernement prend pour accélérer l'étude des demandes dont la Commission est saisie afin que les décisions soient rendues plus rapidement?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, je prendrai note de la question au nom du ministre intéressé.

**M. Nystrom:** Le premier ministre demandera-t-il au ministre intéressé, qui n'est pas ici, de faire une déclaration à ce sujet avant lundi, puisque le CTC présente ce jour-là un mémoire au cabinet?

**M. Trudeau:** Je suis certain que, s'il le faisait, il ne serait pas à la Chambre, ce que le député ne priseraient guère.

**Des voix:** Oh, oh!

\* \* \*

LES GRAINS

L'ÉCART ENTRE LES PRIX DE L'ORGE DE BRASSERIE ET L'ORGE  
FOURRAGÈRE—DEMANDE D'INTERVENTION MINISTÉRIELLE

**M. Craig Stewart (Marquette):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre responsable de la Commission canadienne du blé ou à son secrétaire parlementaire. Comme ils ne sont pas présents aujourd'hui, je l'adresserai au ministre suppléant, chargé de la Commission canadienne du blé. Bien des agriculteurs sont ennuyés de ce que, pendant la campagne 1974-1975, lors de l'expédition de l'orge de brasserie, certains wagons aient été classés 2CW, et "à bétail" n° 1, pour finir les uns et les autres au maltage. Et puis, cette année, on a annoncé les derniers paiements, soit 99c. par boisseau de qualité 2CW et 18c. par boisseau de qualité "à bétail" n° 1. Le ministre suppléant peut-il dire à la Chambre ce que le gouvernement compte faire pour dédommager les agriculteurs pour cet écart irréaliste de paiement entre la qualité 2CW et l'orge fromagère n° 1, qui revient à des pertes de \$2,000 par wagon pour bon nombre d'agriculteurs?

**L'hon. Ron Basford (ministre suppléant des Transports):** Monsieur l'Orateur, en tant que ministre suppléant des Transports, je me fais un plaisir de prendre note de cette question.

\* \* \*

LES DROITS DE L'HOMME

LA DATE DE RATIFICATION DE LA DÉCLARATION  
UNIVERSELLE

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Les dispositions nécessaires entre le gouvernement du Canada et les provinces ont-elles été prises, pour que le Canada puisse ratifier la Déclaration universelle des droits de l'homme? On nous a assuré, il y a un mois ou six semaines, que cette ratification était imminente.